

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 18/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NESTLE PURINA PETCARE**

Immeuble Concorde  
4 rue Jacques Daguerre  
92500 Rueil-Malmaison

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\NESTLE PURINA  
PETCARE\_Marconnelle\_0007001157\2\_Inspections\2025 02 12 Mesures acoustiques  
Code AIOT : 0007001157

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement NESTLE PURINA PETCARE implanté Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme annuel de la DREAL Hauts de France 2025.

Elle porte sur la réalisation de mesures acoustiques dans les conditions d'usine en fonctionnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE PURINA PETCARE
- Usine de Marconnelle ZI Chemin Voyeux 62140 Marconnelle
- Code AIOT : 0007001157
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLE PURINA PETCARE exploite sur la commune de MARCONNELLE une usine de fabrication d'aliments secs pour chiens et chats qui emploie environ 300 personnes.

Les différentes étapes du procédé de fabrication sont résumées ci-après :

- broyage et mélange des différents constituants (farine de viandes, de volailles, poissons et céréales);
- extrusion sous forme de croquettes;
- séchage;
- enrobage des croquettes;
- dosage et mélange des différentes croquettes;
- conditionnement en sacs, sachets ou boîtes;
- palettisation et transfert vers les magasins.

L'établissement est soumis à la Directive IED pour la rubrique 3642-3 (production de 1280 t/jour). Les installations de l'établissement NESTLE PURINA PETCARE sont désormais autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2024.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.3.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a soumis à l'Inspection le cahier des charges relatif à une nouvelle campagne de mesures acoustiques.

Il a intégré les observations faites en réponse par l'Inspection puis planifié, en accord cette dernière, une première série d'enregistrements sur la journée du 12 février 2025.

La première série est réalisée dans des conditions d'usine en fonctionnement le jour de la présente visite d'inspection. Une seconde série de mesures sera réalisée en conditions d'usine à l'arrêt sur les 7 Zones en Emergence Réglementée (ZER) en date du 21 avril 2025 si les conditions météorologiques le permettent.

L'exploitant transmettra la première partie du rapport APAVE dans le mois qui suit sa réception et l'accompagnera des commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Par ailleurs, l'Inspection a constaté que les actions de prévention et de traitement du bruit avancées par l'exploitant ne sont pas finalisées. Il est demandé à l'exploitant d'adresser, sous un délai de 8 jours, le plan d'actions actualisé avec échéances.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2024, article 7.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux acoustiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures du niveau de bruit en limite de propriété et de l'émergence en ZER est effectuée dans un délai de deux mois au maximum après la notification du présent arrêté, puis tous les trois ans.  Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.  Elles sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.  Le cahier des charges de ces mesures est soumis à l'approbation préalable de l'Inspection des Installations Classées.  L'exploitant informe l'Inspection de la date retenue pour la campagne de mesures au moins 15 jours à l'avance afin de lui permettre d'y assister. [...] Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
<b>Constats :</b>  <u><b>Historique</b></u>  Dans son dossier de demande d'autorisation environnementale initié en 2022, l'exploitant avait joint le rapport de mesures acoustiques de l'APAVE référencé n° 2011 88 16 du 01/12/2020. Ce rapport mettait en exergue des non-conformités en ZER 2 en période diurne et nocturne et un avis suspendu sur la ZER 1 en période nocturne.  Au regard de l'ajout de nouvelles installations (condenseur, local compresseurs, aéroréfrigérants ...) susceptibles d'accentuer les émissions sonores au droit des ZER2 et ZER3, une modélisation acoustique a été demandée par l'ARS et l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant a ainsi joint une étude établie par le cabinet DECIBEL FRANCE et datée du 19 juin 2024. L'ARS y relève les lacunes et interrogations suivantes :

- Modélisation uniquement en ZER 1 qui est conforme mais aucune en ZER2 non conforme ;
- Modélisation réalisée uniquement avec 2 des 3 sources futures et sans prendre en compte les sources déjà existantes, ce qui n'était pas représentatif de la situation après projet ;
- Modélisation qui indique qu'une émergence supplémentaire de 5 dB(A) en ZER 3 et qui ferait ainsi basculer en émergence non conforme.

Aussi, des dispositions particulières en matière de mesures acoustiques ont été prescrites à l'article 7.2.3 de l'arrêté du 30 juillet 2024. Elles prévoient notamment l'obligation de réaliser des mesures acoustiques sous un délai de 2 mois avec validation préalable du cahier des charges par l'Inspection des Installations Classées.

### Cahier des charges

L'exploitant a envoyé une version initiale du cahier des charges par courriel du 18 octobre 2024. L'inspection lui a transmis en réponse ses remarques et commentaires par courriel du 29 octobre 2024 :

- Elle demande à ce que le plan soit complété par des points référencés avec la reprise des libellés des rapports précédents afin de permettre une cohérence dans le suivi.
- En ce qui concerne les points en limites de propriétés (dénommés LIM)

L'Inspection note que 4 points sont définis dont 3 identiques à la campagne 2020. Elle note que le point LIM1 2020 a été déplacé à proximité immédiate de la STEP communale et de la déchetterie. Elle demande à en expliciter la pertinence et la représentativité de ce déplacement.

- En ce qui concerne les points en limites de propriétés (points en ZER) :

1. Elle demande à ce que soient explicitées les raisons pour lesquelles la ZER1 2020 située au NO du site n'est pas reprise.
2. Elle souhaite qu'une **ZERxsoit ajoutée au NE** du site située à 600 mètres sur la commune de Huby St Leu, eu égard à une plainte antérieure au droit de la parcelle 0139 rue Fernand Lemercier.
3. Elle demande à ce que la **ZER2 2020 soit conservée** à l'identique pour permettre une comparaison et se prononce favorablement quant à l'ajout du point ZER2 bis proposé.
4. Elle demande à ce que la **ZER3 2020 soit conservée** à l'identique pour permettre une comparaison soit adaptée si le point n'est plus jugé pertinent ou adapté. L'Inspection rappelle en effet que le rapport 2020 évoque l'existence d'une pompe à chaleur qui perturbait les mesures.
5. Le point en ZER4/LIM2 est identique à 2020.
6. Enfin, l'Inspection constate que certaines zones d'habitations n'ont pas été prises en compte alors qu'elles se situent au droit des modifications récentes au SE du site

(nouveaux aéroréfrigérants / local compresseur / condenseur / ventilateurs). Il s'agit des habitations situées 'impasse du marais' et 'rue du grand marais' pour lesquelles l'Inspection demande à ce que soit ajoutée au moins **une ZER x**.

**L'exploitant a complété et transmis le cahier des charges par courriel du 2 décembre 2024.**

**Ce document répond aux interrogations de l'Inspection et intègre l'ensemble des remarques formulées.**

### **Choix de l'organisme / Conditions météorologiques / Conditions de fonctionnement**

L'APAVE NORD OUEST est l'organisme en charge de la réalisation des mesures acoustiques.

Les conditions météorologiques de la journée du 12 février 2025 permettent le respect de la norme.

Il est prévu de réaliser des mesures sur deux périodes, l'une en conditions d'usine en fonctionnement, la seconde usine à l'arrêt pour les ZER.

Des mesures 'usine à l'arrêt' sont planifiées pour le lundi 21 avril 2025 sous réserve des conditions météorologiques.

Le jour de la visite, l'exploitant déclare que l'ensemble des capacités de production sont en fonctionnement. Les conditions de fonctionnement sont considérées comme représentatives de l'activité.

### **Conditions de réalisation**

Le jour de la visite, en présence de l'Inspection et de l'exploitant, tous les points définis dans le cahier des charges sont équipés par l'APAVE d'appareils de mesures.

Cela concerne ainsi 7 points en Zone à Emergence Réglementée (ZER) et 4 Points en Limite de Propriété (LIM) dont un point commun LIM2/ZER6.

Chaque point fait l'objet d'un relevé des constats auditifs et d'une première identification des sources de bruit par l'APAVE.

### **Etat d'avancement du plan d'actions**

En ce qui concerne les actions relatives au bruit, NESTLE s'était engagé, lors de la présentation CODERST du mois de juillet 2024, à mettre en place un certain nombre de mesures, condition nécessaire à l'obtention de son arrêté préfectoral.

L'Inspection constate le jour de la visite que, par exemple, le dispositif anti-bruit sur le chiller n'est pas encore mis en place.

Postérieurement à la visite et par courriel du 12 février 2025, l'exploitant s'est engagé à une réalisation en semaine 12/2025.

**Demande n°1 -L'exploitant transmettra, sous un délai de 8 jours, la synthèse des actions de prévention et de traitement du bruit avancées par l'exploitant avec les dates de réalisation et/ou délais associés.**

### **Transmission du rapport**

L'APAVE indique qu'il transmettra un premier rapport (partie usine en fonctionnement) sous un délai d'un mois.

Demande n°2 - l'exploitant transmettra à l'Inspection la première partie du rapport APAVE sous un délai d'un mois accompagné des commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 -L'exploitant transmettra, sous un délai de 8 jours, la synthèse des actions de prévention et de traitement du bruit avancées par l'exploitant avec les dates de réalisation et/ou délais associés.

Demande n°2 - l'exploitant transmettra à l'Inspection la première partie du rapport APAVE sous un délai d'un mois accompagné des commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Type de suites proposées : Sans suite